

Mme le Président: A l'ordre, s'il vous plaît. Que le député pose sa question.

M. McGrath: Je vous prie de m'excuser, madame le Président.

M. Chénier: Posez votre question.

M. McGrath: Groucho Marx semble toujours grommeler dans son coin.

Mme le Président: A l'ordre, s'il vous plaît, à l'ordre. De deux choses l'une, ou bien le député pose sa question immédiatement ou bien il y renonce.

M. McGrath: Merci, madame le Président. Madame le Président, nous sommes certainement en droit d'attendre certaines explications de la part du gouvernement, puisque sa politique monétaire ne porte pas ses fruits et puisqu'il s'est engagé à ne pas...

Mme le Président: A l'ordre, à l'ordre, s'il vous plaît. Je demande à l'honorable représentant de poser sa question sur-le-champ. Une phrase ponctuée d'un point d'interrogation; c'est ce que sera sa question. Il a fait plusieurs entrées en matière et je ne saurais être patiente plus longtemps.

M. McGrath: Le premier ministre suppléant a-t-il l'intention d'imposer honteusement la clôture pour mettre un terme au débat sur la motion d'ajournement du Parlement sans faire quoi que ce soit pour lutter contre l'inflation qui sévit dans notre pays?

[Français]

L'hon. Jean Chrétien (ministre de la Justice et ministre d'État chargé du Développement social): Madame le Président, je voudrais faire remarquer à l'honorable député que tout d'abord le taux de chômage au Canada est le plus faible depuis cinq ans. Cela représente donc une amélioration sur celui qui existait quand lui-même était ministre du gouvernement précédent. Deuxièmement, alors que les progressistes conservateurs étaient au pouvoir, il n'y avait absolument aucune croissance économique dans notre système. Depuis que nous avons repris le pouvoir, nous avons réussi à faire augmenter la croissance économique au Canada. Malheureusement, il y a un aspect que nous déplorons considérablement, c'est qu'il y a plus d'inflation que nous ne l'avions prévu, et voilà pourquoi le ministre des Finances a pris la résolution de ne pas augmenter le déficit du gouvernement à ce moment-ci, ce qui serait de nature à accroître considérablement l'inflation. Il s'agit d'une situation qu'on essaie de corriger dans les plus brefs délais, ce qui n'est pas facile, mais je crois que sur les trois facteurs que j'ai mentionnés, deux sont très importants. Nous connaissons le taux de chômage le plus bas depuis cinq ans. Nous connaissons la croissance économique, et à ce moment-ci je crois que les politiques du ministre des Finances vont réussir à moyen terme à enrayer le problème de l'inflation.

[Traduction]

LA SITUATION DES FAMILLES MONOPARENTALES À FAIBLES REVENUS

L'hon. Flora MacDonald (Kingston et les Îles): Madame le Président, en l'absence du ministre des Finances, je pose ma question au ministre suppléant des Finances. Je lui rappelle

Questions orales

que le gouvernement ne fait rien pour aider les Canadiens qui souffrent actuellement. Je voudrais exposer au ministre le cas d'une mère célibataire qui a trois enfants, qui travaille et qui n'arrive pas à joindre les deux bouts. Cette mère n'a pas reçu son chèque d'allocations familiales ce mois-ci.

Une voix: Ce n'est pas vrai.

Mlle MacDonald: Elle doit pourtant faire son marché aujourd'hui. Elle doit se débrouiller sans pouvoir compter sur son chèque d'allocations familiales. Elle constate que le prix des légumes a augmenté de plus d'un tiers, et que le prix des produits laitiers a augmenté de 15 p. 100. Étant donné que le ministre des Finances a dit qu'il ne combattrait pas l'inflation au détriment des pauvres et que c'est exactement ce qu'il fait, je demande au ministre suppléant quelles mesures il compte prendre pour aider cette mère célibataire qui devra peut-être priver ses enfants de produits laitiers et de légumes frais à cause de l'immobilisme du gouvernement?

[Français]

L'hon. Pierre Bussières (ministre d'État (Finances)): Madame le Président, il est toujours très pathétique de prendre un cas extrême et d'essayer de faire jouer les sentiments. Maintenant, si on veut que la population comprenne les politiques, qu'elle saisisse bien la situation dans laquelle le pays est placé, il faut éviter d'utiliser la basse démagogie et essayer de faire appel plutôt à la raison.

Le député dit que le ministre des Finances ne s'occupe pas ni ne s'est préoccupé des gens les plus démunis dans notre société. J'aimerais rappeler au député qu'à l'époque où s'annonçait un budget en septembre dernier, son chef, elle-même et d'autres députés de son parti disaient combien il était important de maintenir l'indexation des tables d'impôt afin de prémunir les gens à faible revenu contre les poussées inflationnistes. Le ministre des Finances l'a maintenue, ce qui donne un milliard 600 millions de dollars de plus dans les poches des gens dont parle le député afin de leur permettre de faire face à ces augmentations de prix.

J'aimerais également ajouter qu'à l'époque où l'on faisait ces consultations sur le budget, de nombreuses instances étaient faites afin que certaines mesures sociales perdent également leur indexation. Ces indexations ont été maintenues à l'égard des allocations de la vieillesse, les allocations familiales, et tous les paiements sociaux du gouvernement, de sorte qu'elles permettent aux plus démunis d'absorber l'augmentation des prix.

● (1125)

[Traduction]

LES PROGRAMMES DU GOUVERNEMENT POUR COMBATTRE L'INFLATION

L'hon. Flora MacDonald (Kingston et les Îles): Madame le Président, de toute évidence, le ministre se fiche des nombreux Canadiens qui doivent priver leurs enfants de produits laitiers et de légumes frais. Il a fait allusion au ministre des Finances. En mai, le ministre des Finances se glorifiait du fait que la hausse de l'indice des prix à la consommation avait ralenti, passant de 1.3 p. 100 à 0.7 p. 100. A ce sujet, il a déclaré ce qui suit, comme en fait foi la page 9631 du Hansard: